



Déclaration liminaire au CHS-CT du 10 novembre 2015,

Le 5 novembre 2015, les Fédérations des Finances Solidaires, CGT, FO et CFDT ont boycotté le Groupe de Travail du CHS-CTM. En effet, elles considèrent que les annonces ministérielles faites lors des derniers CTM ne permettent pas à Bercy la mise en oeuvre d'une politique ambitieuse de prévention en matière de santé au travail et d'amélioration des conditions de travail.

Le projet de loi de finances 2016 consacre, une fois de plus, le caractère non prioritaire de Bercy. Le budget poursuit inexorablement sa baisse ; les services vont subir de plein fouet une nouvelle vague de suppressions d'emplois ; l'action sociale est littéralement amputée et la médecine de prévention voit ses crédits largement diminués.

Les Fédérations des Finances font aujourd'hui le constat d'une rupture totale du dialogue social du fait de la seule responsabilité de l'Administration.

Dans notre département, nous ne sommes en reste. Concernant ce CHS-CT, les dates de convocation changent et rechantent au gré des disponibilités des directeurs et au mépris des emplois du temps déjà surchargés des représentants du personnel et de l'organisation des services.

De plus, comme souvent, pour ne pas dire toujours, les documents ne nous ont été disponibles que très tardivement (dernière publication sur resset95 à 15h38 le vendredi 6 novembre 2015).

Concernant l'ordre du jour à proprement parlé, l'ASR a déjà été évoquée longuement en CTL avec un vote « contre » unanime des organisations syndicales. Vous connaissez donc déjà la position de la CGT finances publiques 95. Présenter ces restructurations en CHS-CT ne les rend pas légitime à nos yeux.

Et que dire des conditions de vie au travail des agents : de nombreuses fiches agression (même entre agents), une motion d'alerte sur les difficultés de l'accueil de Garges, des risques psycho-sociaux prégnants lors des consultations avec les médecins préventions... La liste des indicateurs de mal-être au travail est malheureusement longue.

C'est pour toutes ces raisons que la fédération des Finances CGT appelle tous les agents des ministères économique et financier à construire dans l'unité et à participer à toutes les actions de mobilisation, quelles que soient leurs formes, locales ou nationales, notamment aux journées de mobilisations du 18 novembre à la DGFIP et du 02 décembre à la Douane.